

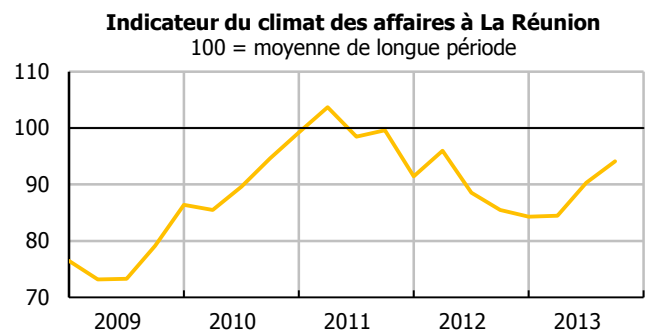
## Tendances conjoncturelles

3<sup>e</sup> trimestre 2013

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA RÉUNION

#### La confiance des entrepreneurs revient progressivement

L'indicateur du climat des affaires (ICA) progresse à nouveau au troisième trimestre 2013 (+ 3,8 points) bien qu'à un rythme moins marqué qu'au trimestre précédent (+ 5,8 points). Il s'établit ainsi à 94,1 points. L'indicateur reste néanmoins en deçà de sa moyenne de longue période. L'amélioration de l'ICA s'explique d'abord par les anticipations positives des entrepreneurs sur le trimestre à venir (+ 2,6 points), notamment sur les délais de paiement et la trésorerie. Leur jugement sur le trimestre passé contribue également à la progression de l'indicateur (+ 1,2 point), notamment sur les prix et les délais de paiement.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Le regain de confiance des entrepreneurs ne se traduit cependant pas de façon concrète dans l'évolution des principaux indicateurs économiques.

Le manque de visibilité des professionnels continue en effet de peser sur l'investissement. Le marché du travail reste très fragile avec toujours une progression du nombre de demandeurs d'emploi inscrits. L'offre d'emplois durables progresse toutefois sur le trimestre. La consommation des ménages est pour sa part légèrement mieux orientée, dans un contexte de stabilisation des prix.

Les exportations sont une nouvelle fois tirées à la baisse par les expéditions de produits des industries agroalimentaires. Les importations continuent de reculer légèrement, en lien avec le repli des importations de biens d'équipement professionnel.

L'ensemble des secteurs de l'enquête enregistrent une baisse de leur activité, à l'exception du secteur primaire dont le courant d'affaires s'inscrit en hausse. Même si l'activité reste faible, l'opinion des entrepreneurs sur les autres indicateurs tels que la trésorerie et les charges d'exploitation est mieux orientée et les perspectives sur le trimestre à venir sont généralement plus favorables.

#### DÉS ÉCONOMIES DE LA ZONE OCÉAN INDIEN PLUTÔT BIEN ORIENTÉES

La croissance de l'économie **sud africaine** ralentit au troisième trimestre, affectée par des grèves dans la filière automobile. Le PIB progresse ainsi de 0,7 % (CVS) contre + 3,0 % au trimestre précédent. L'industrie minière contribue fortement à cette progression, après une forte baisse au deuxième trimestre. L'activité de l'industrie manufacturière est à l'inverse mal orientée. Sur un an, le PIB augmente de 1,8 %.

Aux **Seychelles**, l'activité touristique reste bien orientée, avec une hausse de 9,2 % du nombre de touristes au troisième trimestre 2013 en glissement annuel. Les exportations de produits de la pêche continuent de croître de manière soutenue (+ 25,0 % en glissement annuel).

A **Madagascar**, l'activité économique montre des signes positifs au troisième trimestre 2013, notamment en matière d'investissement. L'encours de crédits à long terme octroyés au secteur privé progresse de 12,7 % sur un an et les importations de biens d'équipement augmentent de 6,0 %. Les exportations restent stables. La fréquentation touristique est cependant en baisse, en raison d'un contexte d'insécurité grandissante.

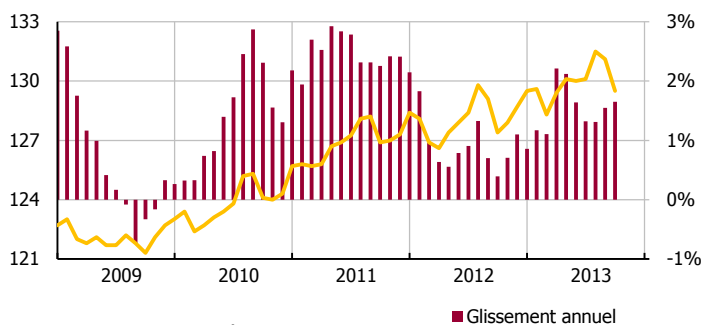
A **Maurice**, le PIB augmente de 0,6 % (CVS) au deuxième trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent 2013. Principal moteur de la croissance mauricienne, la consommation finale continue d'être soutenue (+ 2,2 %). L'investissement reste cependant mal orienté pour le quatrième trimestre consécutif, avec une nouvelle baisse de 3,5 % sur un an. Le bureau de la statistique de Maurice prévoit une croissance de 3,4 % pour l'ensemble de l'année 2013.

## Baisse des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) recule de 0,5 % au troisième trimestre 2013, après avoir augmenté d'autant au trimestre précédent. Les prix des produits manufacturés diminuent de 2,3 %, en lien avec les soldes d'hiver qui ont notamment tiré à la baisse les prix de l'habillement. En parallèle, les prix des services se contractent légèrement, de 0,5 %. Ceux de l'alimentation et de l'énergie progressent respectivement de 1,8 % et 1,2 %. Les prix du tabac enregistrent la plus forte augmentation (+ 3,2 %) suite à la hausse de la fiscalité intervenue en juillet 2013, dans le cadre du plan anti-tabac du gouvernement.

En glissement sur un an, les prix croissent de 1,6 %, une hausse en partie liée à l'augmentation marquée des prix de l'alimentation (+ 3,9 %), en particulier ceux des produits frais. Les prix du tabac progressent pour leur part de 9,9 %.

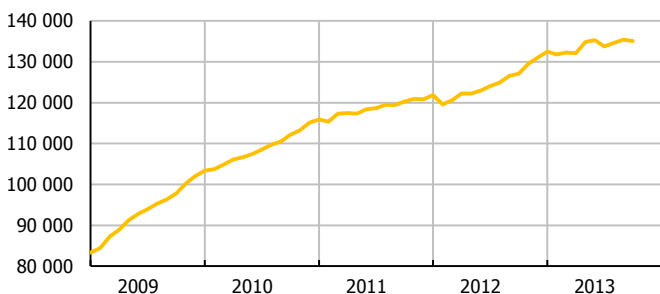
Indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles

## Hausse soutenue de la demande d'emploi

Demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : Pôle emploi, données CVS

Fin septembre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi réunionnais inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 135 070, en hausse de 1,0 % (CVS) par rapport à fin juin (+ 0,5 % au niveau national). En particulier, le nombre de personnes âgées de plus de 50 ans inscrites à Pôle emploi continue de croître sur le trimestre (+ 3,0 %). Sur un an, il progresse de 17,5 %.

Après une hausse de 24,6 % (CVS) au deuxième trimestre 2013, le nombre d'offres d'emploi collectées au troisième trimestre chute de 10,0 %. Ce recul s'explique par la forte baisse des offres d'emplois non durables (- 28,9 %), celles d'emplois durables continuant de progresser (7,4 %).

Pour rappel, l'emploi salarié marchand à La Réunion repart à la hausse au deuxième trimestre 2013 et progresse de 1,5 %. Il compense ainsi le repli du trimestre précédent (- 1,4 %). Sur un an, l'emploi salarié marchand est stable (- 0,2 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 6,3 % (CVS) en glissement annuel. Les difficultés de retour à l'emploi persistant, de nombreux inscrits à Pôle emploi ont épuisé leurs droits à indemnisation. Ainsi, le nombre d'allocataires de l'assurance chômage diminue de 3,4 %, tandis que celui de demandeurs d'emploi ayant droit au revenu de solidarité active (RSA « socle ») progresse de 17,7 %.

## Amélioration légère de la consommation des ménages

La consommation des ménages est mieux orientée par rapport au deuxième trimestre 2013, même si elle reste mitigée.

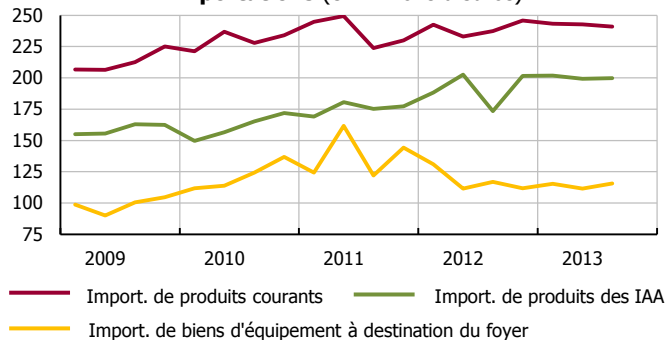
Les importations de biens d'équipement à destination du foyer enregistrent ainsi une hausse de 3,7 % (CVS), tandis que celles de produits courants sont quasiment stables (- 0,7 %). Les ventes de véhicules neufs baissent pour leur part de 2,1 % (CVS) sur le trimestre et de 4,3 % en glissement sur un an.

Les encours des crédits à la consommation augmentent de 1,1 % sur le trimestre, mais diminuent toujours en glissement annuel (- 1,2 %).

Le nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement progresse lentement sur le troisième trimestre mais reste à des niveaux élevés (+ 25,9 % en cumul sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2012). D'autres indicateurs relatifs à la vulnérabilité des ménages s'améliorent dans le même temps : les nombres de personnes physiques interdites bancaires et d'incidents de paiement par chèques diminuent respectivement de 2,5 % et 2,4 %.

La meilleure orientation de la consommation est corroborée par l'opinion des professionnels du secteur du commerce au troisième trimestre. Ils jugent leur activité beaucoup moins dégradée qu'au trimestre précédent et font état d'une amélioration de l'état de leurs délais de paiement, de leur trésorerie et de leurs charges d'exploitation.

Importations (en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS IEDOM

## Incertitude sur l'investissement

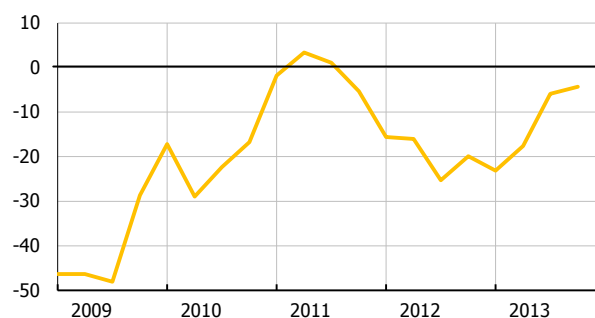
Les intentions d'investir se stabilisent, avec un solde d'opinion toujours en deça mais désormais proche de la moyenne de longue période.

Toutefois, la stabilisation des prévisions d'investissement ne se traduit pas par une orientation plus favorable des principaux indicateurs correspondants. Les importations de biens d'équipement professionnel repartent ainsi à la baisse (- 5,0 %, CVS), après avoir augmenté au deuxième trimestre. A l'inverse, celles de biens intermédiaires se redressent de 1,3 %. Les ventes de véhicules utilitaires continuent de diminuer, pour le troisième trimestre consécutif (- 3,4 %, CVS).

Les encours des crédits à l'investissement des entreprises diminuent de 1,1 % sur le trimestre et de 2,0 % sur un an.

Les encours bancaires des crédits à l'habitat des ménages progressent modérément pour leur part de 0,9 %. Ceux des entreprises sont également en hausse (+ 2,5 %).

### Soldes d'opinions relatifs aux prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

## Détérioration des échanges de biens avec l'extérieur



Source : Douanes, CVS IEDOM

Les importations reculent de 1,0 % (CVS) au troisième trimestre 2013. La baisse des importations de biens d'équipement professionnel et de produits courants n'est pas totalement compensée par la hausse des importations des autres regroupements de produits, notamment celles de biens d'équipement à destination des ménages (+ 3,7 %).

Les exportations continuent de reculer (- 5,6 %, CVS) mais à un rythme moins marqué qu'au trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des exportations de produits des industries agroalimentaires (- 4,6 %), liée au recul des volumes de sucres de canne bruts exportés et des prix de la légumine sur les marchés mondiaux.

## ACTIVITÉ MOROSE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS, À L'EXCEPTION DE L'AGRICULTURE

A l'instar du trimestre précédent, seul le secteur primaire montre des signes concrets d'amélioration.

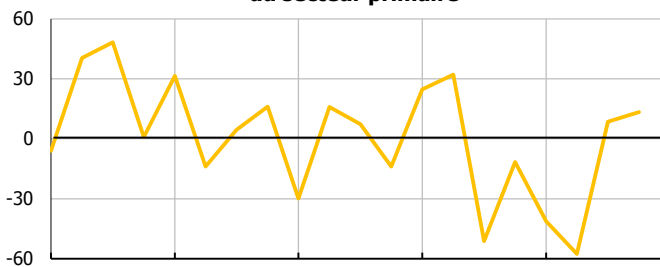
Dans le secteur **de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage**, le courant d'affaires continue de progresser au troisième trimestre. Les abattages restent cependant en baisse, à l'exception de ceux de bovins qui se redressent légèrement après trois trimestres de fort recul (+ 1,3 %, CVS). Ceux de volailles et de porcins se contractent respectivement de 2,6 % et 1,4 %. Selon les professionnels interrogés, l'activité devrait se stabiliser au quatrième trimestre 2013.

L'activité dans le secteur des **industries agroalimentaires**

recule une nouvelle fois, alors même que les entrepreneurs anticipaient une amélioration. Si leurs opinions sur les délais de paiement et les charges d'exploitation stagnent, celles sur la trésorerie et les prévisions d'investissement restent dégradées. Dans ce contexte, les professionnels du secteur s'attendent à une détérioration de leur activité au trimestre prochain.

Le courant d'affaires dans le secteur **des industries manufacturières** se détériore fortement, dans la continuité du deuxième trimestre. La trésorerie et les charges d'exploitation restent stables, malgré des prévisions à la baisse au trimestre précédent. Pessimistes, les chefs d'entreprise du secteur anticipent un nouveau repli de leur activité en fin d'année.

### Soldes d'opinions relatifs à l'activité du secteur primaire

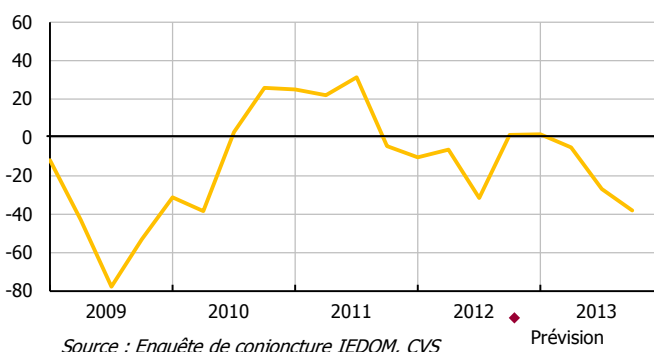


Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics**, le courant d'affaires recule plus fortement que prévu. Les entrepreneurs sont toutefois plus optimistes sur les prévisions d'investissement, les délais de paiement et les charges, et ils devraient le rester au quatrième trimestre. Les perspectives pour le dernier trimestre sont particulièrement favorables, en grande partie liées à la signature des premiers appels d'offre pour le chantier de la Nouvelle Route du Littoral (et ce, malgré le recours en annulation en cours d'examen). L'optimisme des entrepreneurs pourrait de ce fait ne pas se retrouver dans les mêmes proportions dans l'orientation future de leur activité.

Les effectifs dans le BTP continuent de baisser selon un rythme moins prononcé qu'au trimestre précédent (- 2,7 %, CVS). Les importations de ciment et de clinkers repartent à la hausse et atteignent le niveau le plus élevé enregistré depuis fin 2010. Le nombre de logements autorisés diminuent de 5,7 % (CVS) sur le trimestre, en raison notamment des logements collectifs qui se contractent fortement.

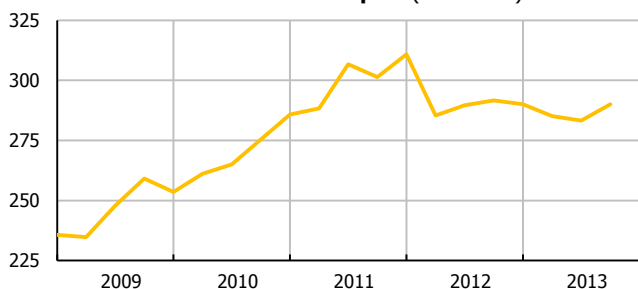
**Soldes d'opinions relatifs à l'activité du BTP**



L'activité dans le secteur des **services marchands** reste détériorée au troisième trimestre 2013, une tendance qui devrait se poursuivre au trimestre prochain, selon les entrepreneurs interrogés. Ils font cependant état d'une stabilisation de leur trésorerie et de leurs charges d'exploitation.

Dans le secteur du **tourisme**, l'activité se détériore, contrairement aux anticipations d'amélioration des professionnels du secteur. Le nombre de passagers sur l'axe Réunion – Métropole augmente pour la première fois depuis le début de l'année (+ 2,4 %, CVS). Il reste néanmoins en léger retrait sur un an (- 0,5 %). La fréquentation hôtelière est quant à elle en hausse. Le nombre de nuitées progresse (+1,6%, CVS). Dans un contexte jugé incertain, les chefs d'entreprise prévoient une fin d'année 2013 mal orientée.

**Nombre de passagers sur l'axe La Réunion - Métropole (en milliers)**



## ÉCONOMIE MONDIALE : REPRISE LENTE ET DIVERGENCE DES DYNAMIQUES DE CROISSANCE

La croissance mondiale reste faible (+ 2,5 % au premier semestre 2013, selon les estimations du FMI d'octobre 2013), alors que l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle période de transition. Elle se caractérise par une divergence des dynamiques de croissance qui accélère dans les pays avancés et ralentit dans les pays émergents. Les perspectives s'améliorent globalement à court terme. L'activité devrait ainsi accélérer légèrement, portée par les pays avancés, principalement les États-Unis. Pour l'ensemble de l'année 2013, le FMI prévoit une croissance de la production mondiale de 2,9 % (après + 3,2 % en 2012).

Le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé à un rythme plus élevé que prévu au troisième trimestre, à + 2,8 % en rythme annualisé (après + 2,5 % au deuxième trimestre). L'accélération de la croissance s'explique principalement par l'évolution des stocks des entreprises qui contribuent pour 0,8 point à la progression du PIB américain. En revanche, le manque de dynamisme de la consommation et de l'investissement, véritables moteurs de la croissance, et l'impact de la fermeture des services administratifs en octobre (« *shutdown* »), conduisent les analystes à anticiper un ralentissement de l'économie au quatrième trimestre. En septembre, la hausse des prix à la consommation décélère à + 1,2 % en glissement annuel.

La croissance de la zone euro ralentit au troisième trimestre (+ 0,1 % après + 0,3 % au trimestre précédent). Ce ralentissement est à l'œuvre dans plusieurs pays de la zone, notamment en Allemagne (+ 0,3 % après + 0,7 % au deuxième trimestre 2013), où les exportations perdent de leur dynamisme. Parallèlement, la situation du marché du travail de la zone euro continue de se dégrader. Le taux de chômage s'inscrit en légère hausse par rapport au trimestre précédent, établissant un nouveau record à 12,2 %. Le Conseil des gouverneurs de la BCE lors de sa réunion du 7 novembre a décidé de baisser son principal taux directeur à 0,25 % contre 0,50 % auparavant. Cette décision est notamment motivée par le fait que l'inflation de la zone euro est tombée à 0,7 % en octobre, soit un niveau nettement inférieur à l'objectif de la BCE (qui est de maintenir l'inflation à des taux "inférieurs à, mais proches de 2 %"), tandis que l'évolution du crédit demeure atone.

Le PIB de la France recule légèrement au troisième trimestre (- 0,1 %) après un rebond au trimestre précédent (+ 0,5 %). La demande intérieure finale ralentit sous l'effet d'une nouvelle baisse de la FBCF (- 0,6 %) et de la décélération de la consommation des ménages (+ 0,2 % après + 0,4 %). Les exportations chutent (- 1,5 % après + 1,9 %), tandis que les importations continuent de progresser (+ 1,0 %), mais à un rythme plus faible qu'au trimestre précédent (+ 1,6 %). À fin septembre 2013, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en hausse de 0,9 % sur un an.

Dans les pays émergents et en développement, les exportations, tirées par l'accélération de la croissance dans les pays avancés et une consommation dynamique, devraient soutenir l'activité. Cependant, la croissance est révisée à la baisse dans de nombreux pays ; les conditions de financement extérieur se sont durcies et il semble de plus en plus que certaines contraintes affectent l'offre.

Sources : FMI, BCE, INSEE, EUROSTAT

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 10 décembre 2013 – Dépôt légal : décembre 2013 – ISSN 1952-9619